



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°7 – du 17 au 24 février 2022

En bref

- Près de 40 % des postes d'administrateurs des principales sociétés cotées en bourse au Royaume-Uni sont désormais occupés par des femmes, contre 12,5 % il y a dix ans.

LE CHIFFRE À RETENIR

15MDS£

Selon un rapport parlementaire, l'Etat britannique pourrait subir une perte d'au moins 15 mds£ en raison de fraudes et d'erreurs dans le cadre du recours aux aides Covid.

Fait marquant : Le gouvernement confirme son intention d'assouplir le régime prudentiel des assurances

Dans un discours devant l'organisation représentant le secteur de l'assurance au Royaume-Uni, le *City Minister*, en charge du secteur financier britannique, John Glen a confirmé l'intention du Trésor d'assouplir certains aspects du cadre réglementaire des assurances, hérité de l'Union européenne (Solvabilité 2).

Il a notamment précisé que la réforme entraînera une réduction significative de la *Margin Risk* (qui définit les besoins en capital des assureurs) et une

réévaluation du *Matching Adjustment* (ajustement égalisateur de la courbe des taux d'intérêt sans risque pertinente pour calculer la meilleure estimation d'un portefeuille d'engagements d'assurance ou de réassurance vie). Dans son intervention, John Glen a suggéré que la *Margin Risk* pourrait être réduite de 60 à 70 % tandis qu'ils ouvriront de nouvelles classes d'actifs au mécanisme de *Matching Adjustment* afin de favoriser les investissements dans les actifs de long terme comme les infrastructures, en lien avec l'agenda de rééquilibrage régional du pays (*levelling up*).

Avec ces réformes, le Trésor s'attend à une libération de capital de l'ordre de 10 à 15% détenu actuellement par les assurances vies, John Glen évoquant « plusieurs dizaines de milliards » mobilisables pour financer des investissements productifs.

Le gouvernement britannique a l'intention de publier un ensemble de propositions détaillées et un document de consultation en avril 2022, présentant les éléments concrets des changements. Pour mémoire, l'Union européenne est également en cours de révision de ce cadre normatif, la Commission ayant publié sa proposition en septembre dernier.

Actualité macro-économique

Les finances publiques enregistrent un excédent de 2,9 Md£ en janvier 2022, celui-ci étant de 8,3 Md£ le même mois deux ans auparavant – En janvier, les finances publiques enregistrent couramment des surplus en raison du calendrier de paiements de certains impôts et taxes. Ces recettes sont en hausse de 10,4 %, en comparaison à janvier 2021, atteignant 91,6 Md£ grâce à la forte contribution des impôts sur le revenu. Les dépenses courantes sont en légère hausse, de 0,5 % par rapport à janvier 2021, la plus forte progression provient de la

charge d'intérêt avec une hausse de 4,5 Md£, soit 287 %. Enfin, la dette publique britannique représente actuellement 94,9 % de son PIB, soit 2 317,6 Md £.

La confédération des industries britanniques (CBI) appelle à la pérennisation du dispositif de suramortissement, introduit lors du budget 2021-2022, afin d'accroître l'investissement des entreprises de 40 Md £ par an jusqu'en 2026 – Ce outil de suramortissement (pour les équipements et machines, à un taux de 130%) introduit pour deux ans doit permettre de stimuler l'investissement privé dans un contexte où de nombreuses incertitudes pèsent sur les perspectives des entreprises. Depuis le référendum sur le Brexit de juin 2016, l'investissement britannique a connu une

contraction significative. La pandémie a renforcé cette tendance, avec une chute de l'investissement de plus de 20% en 2020. Selon la banque d'Angleterre ([BoE](#)), le dispositif de « superamortissement » devrait réduire le coût moyen du capital de 2,5% entre avril 2021 et mars 2023. D'après une enquête du porte-parole des industries britanniques, la pérennisation de l'incitation actuelle provoquerait une hausse de 174% des dépenses annuelles en capital, représentant 40 Md£ par an. Pour mémoire, l'OBR estimait que le dispositif coûterait 27 Mds£ à l'Etat et générerait une hausse de 10%, soit 20 Mds£, de l'investissement des entreprises en 2023.

En février, le secteur privé se développe au rythme le plus soutenu depuis 8 mois, porté notamment par la reprise des dépenses de consommation en voyage, loisirs et divertissements – La forte hausse de l'indice composite flash [PMI](#) entre janvier et février, de 54,2 à 60,2, au-dessus du consensus de 55,3 est portée par le rebond rapide du secteur des services. L'indice flash PMI des services, passant de 54,1 à 60,8 ce mois-ci, connaît sa plus forte expansion depuis juin 2021. Les entreprises de services témoignent de la forte demande de consommation des ménages et des entreprises. L'indice flash PMI du secteur manufacturier reste au même niveau que le mois précédent, à 57,3, les effets positifs de la croissance dynamique de la production étant compensés par une plus faible création d'emploi et la persistance de pressions notables sur les chaînes d'approvisionnement.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni est rentré dans la deuxième et dernière phase du processus d'adhésion à l'accord transpacifique CPTPP – Consécutivement à la présentation britannique de documents devant les membres attestant de la conformité de son droit interne aux dispositions du CPTPP lors de la première phase, le lancement de cette dernière étape marque le début des discussions entre le Royaume-Uni et les membres du CPTPP en matière d'accès au marché. Actuellement en visite officielle en Indonésie, au Japon et à Singapour, la ministre au commerce britannique Anne-Marie Trevelyan a co-inauguré avec son homologue indonésien Mohammed Lufti, le *Joint Economic and Trade Committee* (JETCO) en vue d'intensifier les relations commerciales bilatérales, notamment en soutenant le développement des technologies vertes et la libéralisation des produits agricoles et des boissons. Par la même occasion, la ministre a rencontré le Secrétaire général de l'ASEAN dans la perspective d'accroître la collaboration en termes d'infrastructures vertes et faire progresser le *Digital Innovation Partnership* liant l'ASEAN et le Royaume-Uni.

Selon la presse, le gouvernement britannique entend exclure le bœuf canadien aux hormones lors des prochaines négociations commerciales bilatérales – Alors que les négociations bilatérales devraient débuter en avril prochain, cette potentielle exclusion fait écho aux informations relayées par la presse quelques semaines auparavant sur la volonté canadienne d'obtenir la levée de

l'interdiction britannique du bœuf aux hormones. Pour mémoire, lors d'une réunion sur l'adhésion britannique au CPTPP, les représentants canadiens auraient « posé des questions approfondies » sur cette interdiction, l'estimant comme un « élément important » en vue de juger la conformité du cadre réglementaire britannique aux dispositions de l'accord.

Un [rapport](#) de *Pesticide Action Network UK* et *Sustain* avertit le gouvernement britannique du potentiel affaiblissement de la réglementation britannique sur les pesticides en cas d'un accord commercial avec le Brésil – Alors que le gouvernement brésilien a présenté un projet de loi permettant d'alléger davantage les normes protégeant la santé humaine et environnementale contre les pesticides, le Royaume-Uni a évoqué à de multiples reprises son souhait de négocier dans le futur un accord de libre-échange avec le Brésil. Par conséquent, le rapport exhorte le gouvernement britannique à s'assurer de la préservation des standards britanniques lors des potentielles négociations en vue de protéger les agriculteurs et consommateurs britanniques. Pour cela, le gouvernement britannique devrait fixer des teneurs maximales en résidus de pesticides fixes et strictes au sein de l'accord. Enfin, l'accord devrait inclure des dispositions conformes aux engagements internationaux britanniques pris à l'encontre de la déforestation.

Selon la presse, le gouvernement britannique aurait abandonné le projet d'interdire les importations et la vente de fourrure et de foie gras – Bien que le secrétaire d'Etat à l'environnement, Lord Goldsmith soutienne l'interdiction, certains membres du gouvernement, à l'instar du ministre chargé des opportunités Brexit Jacob Rees-Mogg, perçoivent cette

interdiction comme contradictoire avec les « idées conservatrices » et aux principes du libre-échange, considérant que l'achat de ces produits relève du « *choix personnel* ».

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Les réformes internes à la *Financial Conduct Authority* entraînent un mouvement social

Moins de 16 mois après son entrée en fonction, la colère suscitée par le plan du dirigeant de la FCA pour transformer le régulateur a provoqué la perspective d'une grève pour la première fois dans l'histoire de l'organisation. Depuis l'arrivée de M. Rathi, quatre des sept principaux dirigeants de la FCA sont partis ou ont fait savoir qu'ils allaient partir, ainsi que des centaines de personnels, laissant l'autorité de régulation confrontée à une crise alors qu'elle tente de pourvoir des centaines de postes nouvellement créés dans des domaines tels que la technologie et les autorisations de licences. Selon le FT, un rapport publié la semaine dernière par le Comité consultatif du personnel de la FCA (SCC) indique que 56 % des 1 852 personnes interrogées ont déclaré qu'elles envisageaient de quitter le régulateur en raison des changements. Le principal grief concerne ainsi les changements apportés à la rémunération. Un projet de carrière et de classement, conçu avant que M. Rathi ne prenne ses fonctions en octobre 2020, vise à rationaliser les 10 niveaux de rémunération de la FCA et à éliminer les primes annuelles d'environ 10 % versées couramment à 90 %

du personnel. Une consultation a débuté en septembre dernier, les changements devant être introduits en avril.

Le Royaume-Uni met en place des mesures financières contre la Russie consécutivement à l'invasion de l'Ukraine –

La première mesure fut la modification du *Golden Visa*, permettant aux grandes fortunes, notamment russes, de bénéficier de conditions de séjour dans le pays avantageuses, si l'investissement effectué par la personne se chiffrait à plus de 2M£. De plus, des personnes proches du Kremlin ont vu leurs actifs gelés. Le Royaume-Uni a également annoncé l'interdiction de l'accès des entreprises russes à ses marchés de capitaux, un gel des avoirs des principales banques russes, y compris VTB la deuxième banque du pays, et va limiter le montant des dépôts des ressortissants russes. Des mesures ont également été annoncées pour suspendre et interdire les licences d'exportation à double usage (biens civils pouvant être utilisés à des fins militaires) vers la Russie ainsi qu'une interdiction d'exportations de biens de hautes technologies. La menace de déconnecter la Russie du système SWIFT, en concertation avec les autres membres du G7 est en outre évoquée.

La Banque d'Angleterre (BoE) cherche à clarifier le cadre réglementaire actuel concernant l'application de [l'intelligence artificielle](#) dans les services financiers –

La publication du nouveau rapport du Forum public-privé sur l'IA (AIPPF) - un forum multipartite cherchant à analyser l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les services financiers - donnera également aux entreprises l'occasion de s'exprimer sur l'élaboration de la future politique relative à l'IA dans les services financiers. Les avantages identifiés comprennent une plus grande personnalisation des produits et

services financiers, et un parcours et une expérience plus transparents pour le client, l'accélération des processus commerciaux, le soutien à l'automatisation des fonctions de front et de back-office, et la prise de décision efficace ou encore la lutte contre la fraude. L'AIPPF a également souligné les risques qui découlent de l'utilisation de l'IA, notamment celui d'introduire des biais qui peuvent être inhérents aux ensembles de données, ainsi qu'un manque de transparence et d'explication sur la manière dont les résultats de l'IA sont obtenus et sur l'obligation de rendre compte et la responsabilité des décisions basées sur ces résultats.

La BoE, la *Prudential Regulatory Authority* (PRA) et la FCA ont été auditionnées par la Chambre des lords concernant les réformes en cours des services financiers –

La discussion s'est portée notamment sur les nouveaux potentiels objectifs de la PRA et de la FCA de soutenir la compétitivité internationale du secteur financier et la croissance économique à long-terme, tout en protégeant les consommateurs. Selon V. Saporta, directrice prudentielle de la PRA, tout dépendra de la manière dont le nouvel objectif est formulé, et si la croissance à long-terme - davantage dépendante de la stabilité - est instauré comme objectif primaire ou secondaire dans leurs mandats. Le nouvel objectif de compétitivité pourrait également influencer d'autres réformes, telles que la mise en œuvre de nouvelles règles mondiales en matière de capital bancaire et l'amélioration de l'attractivité des marchés de capitaux britanniques pour les investisseurs internationaux. Les différentes autorités de régulations ont tenu à souligner que des normes élevées sont essentielles pour l'attractivité du Royaume-Uni.

2 Banques

Les rapports annuels des principales banques britanniques ont été publiés, révélant des profits en hausse – HSBC a rapporté un bénéfice (avant intérêts et impôts) de 18,9Mds£, soit le double de l'année précédente, tandis qu'il s'élève à 8,4Mds£ pour Barclays, à 6,9Mds£ pour Lloyd's et à 0,8Md£ pour Natwest. Ces bons résultats sont stimulés par la reprise des provisions pour pertes de crédit initialement constituées pour couvrir les défauts de paiement durant la pandémie, mais également par les augmentations des taux d'intérêts de la BoE. Certaines ont fortement profité de la hausse des *mortgages* tandis que pour Barclays le fort dynamisme des opérations de M&A lors de l'année 2021 a permis à la banque de réaliser de bons résultats. Cependant HSBC a averti que les résultats futurs pourraient être altérés par la situation zéro-covid en Asie, où la banque est fortement implantée. Toutes les banques ont également annoncé un rachat d'actions, alors que l'environnement international de montée des prix va amener les banques centrales à augmenter les taux d'intérêts, permettant aux banques de renouer avec leurs *business model* originaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international